## Ban Ki-moon attendu au Burundi lundi pour tenter de débloquer la crise

@rib News, 22/02/2016 – Source AFP Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon (photo) est attendu lundi aprà s-midi à Bujumbura pour tenter de débloquer la crise dans laquelle est plongé le Burundi depuis prà s de 10 mois, a-t-on appris auprà s des Nations unies. M. Ban, dont l'arrivée à Bujumbura est prévue à 16H30 (14H30 GMT) en provenance de New York, doit s'entretenir avec le président burundais Pierre Nkurunziza mardi matin. Il aura auparavant rencontré les leaders de partis politiques, des ONG installées au Burundi, ainsi que le ministre des Relations extérieures Alain-Aimé Nyamitwe, selon son programme officiel.

M. Ban doit quitter le Burundi mardi matin pour se rendre en République démocratique du Congo (RDC) voisine, deuxiÃ"me étape d'une tournée africaine qui le mÃ"nera également au Soudan du Sud. "C'est une visite trÃ"s importante car on espà re que le secrétaire qénéral de l'ONU va peser de tout son poids sur le président Pierre Nkurunziza pour qu'il accepte enfin un dialogue inclusif et sans conditions avec toute son opposition", a expliqué un haut fonctionnaire de l'ONU, sous couvert d'anonymat. Le secrA©taire g©n©ral des Nations unies devrait ©galement s'entretenir avec le président burundais "des violations massives des droits de l'Homme qu'on observe depuis le début de la crise", a ajout© un diplomate occidental en poste à Bujumbura. "Nous espérons qu'il parviendra le convaincre d'accepter une véritable enquÃate internationale sur ces allégations", a-t-il ajouté. Le Burundi est plongé dans une profonde crise politique depuis la candidature fin avril 2015 du président Nkurunziza à un troisiÃ"me mandat, qu'il a obtenu en juillet. Plus de 400 personnes ont été tuées depuis le début de la crise, qui a poussé plus de 240.000 Burundais à l'exil, alors que des milliers d'autres ont été arrêtés et que les forces de l'ordre sont accusées d'exécutic extrajudiciaires. Bujumbura a multiplié "les gestes de bonne volonté" avant la visite de Ban Ki-moon et celle d'une déIégation de chefs d'Etat africains dépÃachés par l'Union africaine, attendue plus tard dans la semaine, selon des diplomates. La justice burundaise a ainsi annulé des mandats d'arrÃats internationaux contre quinze personnalités dont plusieurs leaders de l'opposition en exil. La levée de ces mandats pourrait permettre aux responsables de l'opposition de s'asseoir à la table d'éventuels pourparlers. Bujumbura a accordé vendredi à deux radios privées le droit de réémettre. Le gouvernement a également consenti au "renforcement des observateurs des droits de l'Homme" de l'UA et de l'ONU sur place, selon un diplomate en poste au Burundi.

http://www.arib.info Propulsé par Joomla! Généré: 19 April, 2024, 18:54